

Ce sera sans le Sena !

F.B.E.M

Libreville / Gabon

LA rentrée des classes s'annonce décidément en pointillés au Gabon. Les enseignants du Syndicat de l'éducation nationale (Sena) ont voté, samedi, à l'unanimité, pour le lancement d'une grève sur l'ensemble du territoire, à compter d'aujourd'hui. Une décision prise au sortir d'une assemblée générale tenue à leur siège de la Peyrie à Libreville. Parce que, ont-ils justifié, « les priorités que le Sena a identifiées et posées sur la table du gouvernement n'ont pas été satisfaites. »

C'est donc "une décision lourde de conséquences" qui gêne, de facto, la volonté du ministère de l'Éducation nationale de voir les cours débiter ce lundi.

Ces enseignants, qui veulent désormais agir en "saint-



Photo : F.B.E.M

Le bureau national du Sena, au cours de l'AG.

Thomas", ont dit qu'ils « ne partiront en classe que lorsqu'ils auront touché du doigt la résolution de (leurs) différentes revendications. » Parmi celles-ci, certaines, "urgentes et non négociables", comme « la suppression de l'Approche par compétence de base (APC), au vu des effectifs pléthoriques actuels, et de l'absence constatée des bulletins de notes et des cahiers cibles. »

Mais aussi, « l'organisation du concours interne de l'École normale supérieure programmée, puis annulée inexplicablement, l'année passée; la dotation des tables-bancs dans les nombreux établissements qui en sont dépourvus, la construction d'établissements scolaires. »

L'on citera, enfin, des points tels « le paiement de la Prime d'incitation à la performance



Photo : F.B.E.M

Les enseignants membres du Sena ont unanimement voté pour une grève à partir de ce lundi.

(PIP) du deuxième trimestre 2015 à tous les enseignants, des vacances de l'année écoulée, de la Prime d'incitation à la fonction enseignante (Pife) et la prise d'un arrêté instituant la Journée nationale de l'enseignant pour le 23 mars. »

Des points qui, une fois résolus, permettront « de sortir de l'école façon-façon dans laquelle nous nous sommes laissé enluer » a

laissé entendre un enseignant au cours de l'AG.

Revenant sur les capacités d'accueil dans le public, les syndicalistes ont, par la voix de leur secrétaire général, Fridolin Mve Messa, « catégoriquement rejeté la décision prise par l'Etat de transformer des établissements primaires en collèges. » Cela ne servira qu'à pousser les élèves vers les structures privées plus proches et à

surpeupler les établissements publics aux effectifs déjà pléthoriques, a-t-il jugé. Avant de poursuivre : « Le gouvernement l'avait déjà fait l'année passée, en transformant cinq établissements primaires en CES (Collège d'enseignement secondaire, ndlr). Nous voyons que l'habitude s'installe. C'est quelque chose que nous ne pouvons pas accepter. Parce que, aujourd'hui, parler de double flux, c'est amener l'école gabonaise plus bas qu'elle ne l'est déjà. Nous ne voulons pas assumer cette mesure qui ne tend pas vers l'excellence. Nous conseillons au gouvernement d'achever les travaux du lycée d'Awoungou, du complexe du PK13 et des CES d'Avorbam et de Mikolongo. Lesquels établissements peuvent accueillir ces enfants. Ils ont trois mois pour le faire. Pendant ce temps, nous attendrons à la maison », a conclu

M. Mve Messa